

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES SCIENCES
HISTORIQUES
ET NATURELLES
DE L'YONNE

ARCHÉOLOGIE, HISTOIRE
SCIENCES DE LA NATURE
MARIE NOËL

ANNÉE 1988

120^e volume

AUXERRE
SIÈGE ET SECRÉTARIAT
DE LA SOCIÉTÉ

1, rue Marie-Noël, 89000 AUXERRE

1989

Fondée en 1847
Reconnue comme
établissement
d'utilité publique
par décret
du 14 janvier 1861

ADRIEN LANGUMIER
UN MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE
DANS L'YONNE (*)

par Jean-Charles GUILLAUME

Un milieu pauvre et socialiste

Né à Auxerre le 3 janvier 1902, rue des Trois Maries, dans le quartier de la Marine, Adrien Langumier est d'origine modeste. Son grand-père était chef-cantonnier à Saint-Amand-en-Puisaye, dans la Nièvre. Son père est artisan sabotier et sa mère femme de service au collège Paul Bert, tout à côté de la maison familiale. Son frère aîné, Eugène, né en 1890, quitte très tôt le collège pour entrer en apprentissage chez un peintre en bâtiment. Son autre frère, Charles, est né en 1893.

Les ressources de la famille sont faibles. La viande n'est présente sur la table que le dimanche. Dans les conversations, les problèmes d'argent sont souvent évoqués : il faut payer les intérêts des emprunts, rembourser les échéances, régler les fournisseurs de bois. Les clients achètent à crédit et paient parfois difficilement.

Le grand-père est un vieux républicain, qui ne parle jamais de politique. Le père est un socialiste convaincu, abonné à *l'Humanité* et au *Travailleur socialiste de l'Yonne*. Pacifiste, antimilitariste, il parle souvent de l'Armée Nouvelle. Athée, il n'est pas anticlérical. Le petit Adrien est d'ailleurs baptisé, parce qu'un professeur agrégée d'anglais veut devenir sa marraine. Il garda toujours de l'admiration pour l'abbé Deschamps, animateur actif du patronage Saint-Joseph et fondateur de l'A.J.A.. A la maison sont reçus tous les leaders nationaux de la S.F.I.O. venus donner des conférences de propagande à Auxerre : Zéphirin Camélinat, Jules Guesde, Edouard Vaillant, Gustave Hervé, Marcel Cachin...

(*) Dans mon étude sur Guillet, j'évoque le rôle d'Adrien Langumier dans les événements de mai 1920. Lors de nos rencontres au début de 1987, ce dernier a bien voulu me confier ses Mémoires rédigés en 1983 mais non encore publiés à ce jour. J'en ai tiré l'essentiel de ces lignes.

Envoyé à l'école maternelle, Adrien commence vers l'âge de trois ans à déchiffrer l'écriture imprimée et à tracer ses premières lettres. Deux livres marquent son enfance : *Petit Pierre sera socialiste*, de Compère-Morel, offert par Zélie Camélinat, grande amie de sa mère, et *Le tour de la France par deux enfants*.

En juin 1914, il obtient son certificat d'études primaires. Au début de juillet, il est choisi avec un camarade de classe pour représenter son école à un concours ouvert aux élèves de toutes les premières classes des écoles de la ville. Il reçoit le prix Simon Boyer décerné par la municipalité à l'élève le plus fort en histoire, avec félicitations du jury. Le sujet à traiter concernait la Révolution Française.

L'assassinat de Jean Jaurès et la guerre

A la lecture de *l'Humanité* du 1^{er} août, son père, homme capable en général de maîtriser ses émotions, pleure à chaudes larmes en apprenant la mort de Jean Jaurès. Pour Adrien, la guerre est une aventure à laquelle il voudrait bien participer. Le 4 août, il accompagne les hommes des deux régiments auxerrois de la caserne Vauban à la gare de marchandises. Il voit certains couvrir le train d'inscriptions : « Les Boches, on les aura », « Train de plaisir pour Berlin »... Il accompagne son père à la section socialiste, amputée de tous ses jeunes. On y discute ferme de l'entrée de Jules Guesde et de Marcel Sembat au gouvernement.

Boursier, il est admis au collège en octobre. L'établissement étant transformé en hôpital militaire temporaire, les cours ont lieu en divers points de la ville : au palais de justice, au domicile des retraités rappelés à l'activité. Les professeurs essaient de faire partager à Adrien leur idéal patriotique. A l'inverse, son père soutient que la guerre ne profite qu'aux marchands de canons.

Pendant l'été 1915, le jeune garçon se fait embaucher chez Guilliet pour payer ses livres, cahiers et fournitures. Sa tâche consiste à fileter les têtes d'obus. Serrant l'obus dans un étau, il termine le pas de vis à l'aide d'un tourne-à-gauche. Les journées sont longues : 12 heures de travail, de 6 à 19 heures les jours de semaine, et 5 heures le dimanche matin. Il gagne 30 francs 80 centimes pour une semaine de 77 heures !

La lutte pour la paix

A la section socialiste, René Lagrange, tailleur réformé pour pied bot, reçoit *Le journal de Genève*, qu'il fait circuler. Il y lit les chroniques de Romain Rolland, qui condamnent la guerre et y apprend la tenue d'une conférence à Zimmerwald, en Suisse, avec la participation d'un certain Lénine.

A partir de 1916, on commence à rencontrer dans les rues d'Auxerre de grands blessés sortis des hôpitaux. La première édition du *Feu*, d'Henri Barbusse, s'arrache dans les librairies avec des parties entièrement « caviardées » par la censure. Au collège, le professeur de français surprend Adrien en train d'en lire des passages. Après en avoir lu quelques pages et trouvé quelques gros mots, il en conclut que cet ouvrage est pornographique, le saisit et le porte au principal, qui menace le jeune boursier d'exclusion. La mort de son frère Eugène au Champ d'honneur, en Champagne, achève de convaincre son père que l'union sacrée est responsable de tout, que Gustave Hervé, Edouard Vaillant, Jules Guesde et Marcel Sembat sont des « traîtres ».

En 1917, le syndicat des métallurgistes auxerrois est une puissante organisation, dont les effectifs dépassent largement la quarantaine d'adhérents d'avant-guerre. Le 1^{er} mai, pour la première fois, l'usine Guilliet doit fermer ses portes, faute d'ouvriers. Le thème de cette journée est « la lutte contre la guerre ». Le manifeste de la fédération appelle à l'union : « A côté des camarades d'Allemagne et de Russie, pour une action internationale contre la guerre de conquête ».



Adrien Langumier vers 1918

En juin 1917, Adrien obtient son brevet élémentaire. Après un nouvel été passé chez Guilliet, il refuse de devenir instituteur comme le lui conseille sa mère pour la sécurité de l'emploi, et entre en apprentissage chez un artisan serrurier du nom de Guinot pour un franc, puis pour deux francs par semaine. Il y apprend vraiment à bien travailler.

Grâce à un très grand jardin situé sur la côte de Saint-Georges, la famille ne manque ni de fruits, ni de légumes. Toutefois, viande, beurre, café, sucre, farine et pain sont rationnés.

En octobre 1918, Adrien entreprend un nouvel apprentissage d'ajusteur chez Guilliet. Le chef de son équipe, un certain Alphonse, est un maître-ouvrier et un excellent professeur. Il s'occupe bien de lui, lui confie des pièces difficiles à fabriquer, le conseille parfaitement. C'est pourtant un adversaire acharné de la cause syndicale et socialiste, dont les militants sont traités de « voyous ».

La vague révolutionnaire

Adrien n'a pas assez d'argent pour payer ses cotisations au syndicat et au parti socialiste. Pourtant, il fréquente assidûment la Bourse du Travail. Dans sa bibliothèque, il découvre les albums de *l'Assiette au beurre*, les brochures de propagande socialistes et syndicalistes d'avant-guerre, les œuvres de Zola, Marx, Engels, Proudhon, Jaurès... Il prend sur son sommeil pour se gaver de lecture, s'éclairant au gaz de ville, au grand dam de sa mère !

A l'usine, le syndicat groupe la majorité du personnel et traite d'égal à égal avec la direction. La politique en est exclue. Son activité est donc entièrement consacrée aux revendications professionnelles. Il lutte pour les « trois huit » : 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de sommeil. Il n'est pas question de vacances ni de la semaine anglaise.

Avec un apprenti tourneur, René Roulot, orphelin de mère aimant se retrouver à la maison, Adrien entreprend d'organiser les jeunes de l'usine dans une section des « Jeunesses Syndicalistes », de tendance anarcho-syndicaliste. Bientôt une soixantaine de « gamins » s'oppose au réformisme de la C.G.T., intervenant dans les assemblées pour fustiger l'institution des délégués d'atelier ou ridiculiser le projet de retraite ouvrière baptisée « retraite des morts ». Les adultes les considèrent comme des gêneurs.

Le père Langumier et la majorité de la section socialiste auxerroise adhèrent au « Comité pour la III^e Internationale », celle fondée par Lénine à Moscou. Son fils apporte tous ses soins à la formation des adhérents. Louis Picard, secrétaire de l'union départementale des syndicats, vient parler de l'organisation et des luttes de la classe ouvrière. Camille Dufour, professeur de philosophie au collège de Joigny, fait chaque semaine des cours d'histoire du socialisme et de marxisme. Chaque dimanche, une troupe théâtrale donne des représentations dans les communes sympathisantes du département. A l'entracte, un orateur intervient en marge du spectacle pour exposer les problèmes politiques et sociaux. Par ailleurs, René Lagrange, homme d'une grande culture mais toujours dans la lune, rédige des revues humoristiques mettant en boîte le maire, le commissaire de police, les patrons...

En janvier 1919, ces jeunes apprennent par leurs camarades des P.T.T. la présence à Auxerre de Raoul Vilain, assassin de Jean Jaurès. Avec pour titre : « Pas d'assassin chez nous », un tract appelle la population à manifester devant la villa où habite avec ses parents celui qui vient d'être acquitté par la cour d'assises de la Seine. Un soir, à la sortie des ateliers, plusieurs milliers de personnes répondent à l'appel. Le préfet prend alors l'engagement que, dès le lendemain, Vilain sera invité à quitter la ville, ce qui est fait.

En mai, pour les élections législatives, les membres de « la Jeunesse Syndicaliste » soutiennent les candidats socialistes. Lors des réunions publiques de la liste de l'avocat Pierre-Etienne Flandin, ils se relaient pour harceler de questions les candidats. Chacun parle une dizaine de minutes sur un sujet qu'il connaît bien. Adrien, chargé de la politique étrangère, prend pour cible le traité de Versailles, reprochant aux seuls capitalistes de tirer leur épingle du jeu.

Dans ces réunions électorales, où le public vient comme à un spectacle, leurs adversaires imaginent le truc du brave ancien combattant pour les embarrasser. A un moment propice, un glorieux mutilé se lève, se découvre et demande : « Pourrais-je savoir si ce jeune homme a fait la guerre ? ». Un moment désarçonné, le jeune finit par trouver la parade.

Peu après se déclenche la grève générale. Au premier rang de l'action, Adrien et ses amis participent aux piquets de grève, organisent un service de courrier à bicyclettes entre Auxerre, Laroche-Migennes, Joigny, Sens, Tonnerre, Clamecy et Nevers. Vivant un rêve révolutionnaire, ils sont persuadés qu'ils sont à la veille de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Lorsqu'ils apprennent que quelques trains commencent à circuler sur la ligne Laroche-Clamecy, ils décident d'occuper la gare d'Auxerre pour bloquer le trafic. La dizaine de fantassins de la classe de 1919 qui en ont la garde détestent le rôle qu'on leur fait jouer. Le 20 mai, à une vingtaine, les jeunes révolutionnaires se présentent à la salle de garde. Avec beaucoup de bonne volonté, les soldats se laissent désarmer. Seul le lieutenant proteste, sort son revolver de l'étui et le remet à ses gardiens sans les menacer. Par la suite, tout se passe dans une atmosphère de fraternisation, avec distribution de bière et de sandwiches et parties de belote coincée.

Le 25 mai, au petit jour, les soldats préviennent les occupants que les gardes mobiles se préparent à pénétrer dans la gare et s'enfuient.

Muni d'un faux extrait de naissance fourni par le maire de Vermenton, Adrien, rebaptisé « André Loiseau », trouve refuge chez des amis à Saint-Florentin, puis à Paris, dans le douzième arrondissement. Il réussit à se faire embaucher à l'usine Soulier, de Boulogne-Billancourt, mais, sur le point d'être arrêté, passe clandestinement en Suisse.



Adrien Langumier, 4^e à partir de la gauche, avec ses camarades, à Genève (fin de 1920 ou début de 1921)

Il y exerce divers métiers, adhère au groupe socialiste français, participe en novembre 1920 aux réunions chargées de désigner les délégués au congrès extraordinaire de Tours. Votant pour la motion Cachin - Froissart, il devient l'adjoint du secrétaire du groupe communiste.

Le retour à Auxerre

Pendant ce temps, le tribunal correctionnel d'Auxerre le condamne par contumace à 13 mois de prison et son camarade Lagrange à 18 mois. Guichard et Momom sont acquittés. Conseillé par son avocat, Adrien rentre en France au début de 1921 pour ne pas être considéré comme insoumis. Il dispose d'environ 4 000 francs suisses d'économies, ce qui correspond à 20 000 francs français. Il travaille à Paris dans une coopérative de production.

Mais, le 21 juillet, il est arrêté à l'aube par deux inspecteurs de police. Trois jours plus tard, il est transféré à la prison d'Auxerre. Pendant le voyage, à Laroche-Migennes, lors du changement de train, plusieurs cheminots viennent lui serrer la main et l'embrasser, ce qui ne manque pas de surprendre les deux gendarmes qui l'encadrent. Sur le chemin de la gare à la maison d'arrêt, tous s'arrêtent quelques instants chez les parents d'Adrien : le père ouvre une bonne bouteille et la mère offre un casse-croûte.

A la prison, les relations avec le personnel sont loin d'être amènes. Le gardien-chef lui dit d'entrée : « Ta réputation est bien établie. Tu as foutu le bordel dans la ville, mais, je tiens à t'avertir, tu ne le fouteras pas ici où tu es certainement pour longtemps. Des fortes têtes comme toi, nous les transformons en moutons qui viennent nous lécher les mains ».

Sa demande de bénéfice du régime politique lui vaut la visite du procureur de la république, qui lui promet de la transmettre à ses supérieurs hiérarchiques.

Vers le 20 août, il apprend par son avocat parisien fourni par son syndicat qu'il va comparaître devant ses juges pour « réunions séditeuses » et « entraves à la liberté du travail ». Avec quinze autres prévenus, enchaîné comme les autres, il traverse une partie de la ville pour aller au palais de justice, encadré par une douzaine de gendarmes.

Le président du tribunal rappelle qu'il a été le chef d'une bande d'émeutiers et que sa fuite à l'étranger peut être interprétée comme un aveu de culpabilité. Le lieutenant qui commandait le détachement pendant la grève déclare ne pas le reconnaître. Cinq autres soldats disent la même chose. Le procureur s'étonne d'une telle absence de mémoire. Adrien est condamné à quatre mois de prison avec sursis et est aussitôt libéré, à la grande surprise du gardien-chef qui ne comprend plus rien !

Malgré ses antécédents, il parvient à se faire embaucher sur un chantier itinérant fabriquant des poteaux en ciment puis dans une société parisienne chargée de la liquidation des stocks de l'aviation. D'Auxerre, il est envoyé à Romilly-sur-Seine (Aube), puis à Sarreguemines (Moselle), à Spire et à Neustadt, en Rhénanie. Durant son séjour en Allemagne, il adhère au parti communiste allemand (K.P.D.) et se fait traduire ses tracts par un jeune professeur de français du nom d'Alexandre Vialatte. D'avril 1922 à octobre 1923, il effectue normalement son service militaire, d'abord au camp de Sartory, près de Versailles, puis à Bourges. Brimades et provocations ne lui sont pas épargnées.

L'action politique et syndicale dans l'Yonne

De retour à Auxerre à la fin de 1923, il trouve du travail dans la serrurerie industrielle de la porte du Temple. Pour avoir tenté de syndiquer la trentaine de ses compagnons en les invitant à une réunion dans un café, il est rapidement remercié. Les temps sont difficiles. La peur du chômage décourage les luttes.

Grâce à son père, qui y travaille depuis son licenciement de chez Guilliet lors des événements de mai 1920, il est embauché dans la fabrique de talons en bois pour chaussures de femmes, située près de l'actuel stade de l'abbé Deschamps. Il reprend contact avec la Bourse

du Travail et la section communiste. Les syndicats, divisés entre confédérés de la C.G.T. et unitaires de la C.G.T.U., sont très affaiblis et impuissants. Au parti, il y a tous les anciens et quelques nouveaux. Le secrétaire est un ouvrier typographe de la coopérative ouvrière « L'imprimerie Universelle », Jean Chaîne. Le trésorier, Gilbert Danton, dirige une coopérative de production : « Les Maçons Réunis ». René Roulot et Louis Momon ont repris leur travail à l'usine Guilliet. René Lagrange, amnistié, est revenu à Auxerre s'installer comme tailleur. Seul manque Albert Guichard, expatrié en Roumanie.

Au début de 1923, Adrien est élu secrétaire du syndicat métallurgiste unitaire d'Auxerre. Cette petite organisation ne compte qu'une cinquantaine de membres. Loin de se plaindre de l'introduction progressive du travail aux pièces, nombre de travailleurs ne considèrent que les avantages qu'ils en retirent. Des manœuvres spécialisés arrivent en effet à gagner plus que des professionnels payés à l'heure.

Dans des tracts, il essaie de les mettre en garde, de démontrer par des exemples précis dans leur usine que les employeurs sont les seuls bénéficiaires du chronométrage.

Du 20 au 24 janvier 1924, il est invité au troisième congrès national du parti communiste, à Lyon. Il y refuse la proposition qui lui est faite de devenir un permanent appointé.

En février, le congrès de l'union des syndicats unitaires de l'Yonne, à Laroche-Migennes, le désigne pour diriger l'organisation. Les quelques centaines de militants se recrutent chez les cheminots, les métallurgistes, les ouvriers du bâtiment, des carrières, des cuirs-et-peaux, les bûcherons, les postiers et les instituteurs. La décision de le nommer à ce poste a été prise par la direction du parti. Devant ses hésitations à accepter, on lui fait comprendre qu'elle ne se discute pas.

Prenant sa nouvelle fonction à cœur, il décide de rendre visite à tous les syndicats du département, tout en continuant à travailler dans son entreprise. Il est obligé de sacrifier ses soirées du samedi et ses dimanches et se heurte de plus en plus à son patron, que mécontentent ses demandes d'absences de plus en plus nombreuses.

Pour les élections législatives de mai 1924, il s'efforce de présenter le parti communiste sous un jour rassurant (la droite le présente le couteau entre les dents) et porte ses principaux coups au Cartel en affirmant : « Bloc National et Cartel des Gauches sont deux têtes sous le même bonnet réactionnaire ». Malgré cela, au second tour, il appelle à voter pour le radical-socialiste Bouilly, qui est élu.

En 1924, les grèves dans l'Yonne sont le plus souvent sauvages. Une fois le conflit déclaré, les grévistes se trouvent désorientés, étonnés de leur audace. Ils font alors appel à l'union départementale. A l'exception des carriers, chez lesquels les traditions de luttes se transmettent de père en fils, ils ignorent tout de l'organisation, se laissent

facilement impressionner par les lettres individuelles menaçantes du patron ou par la présence des gendarmes requis par le préfet. Le plus souvent, ils rentrent tête basse au travail. Parfois, grâce à leur obstination, ils obtiennent satisfaction. L'union départementale compte alors un syndicat de plus.

A la fin de l'année, comme le Parti Communiste, la C.G.T.U. abandonne sa structure fédéraliste et départementale. Les sections sont remplacées par des cellules d'entreprise groupées en régions. L'Yonne est rattachée à la 22^e région, dont le siège est à Dijon. Lors du congrès constitutif de la nouvelle région, Adrien est élu secrétaire. Il doit donc quitter son travail et l'Yonne.

Sa carrière politique ne fait, en fait, que commencer. En mars 1928, il fait partie de la délégation française qui se rend à Moscou pour le congrès de l'Internationale syndicale rouge. A ce titre, il est reçu avec les autres par Staline. En octobre 1931, il devient délégué national à la propagande de la C.G.T.U., à Paris. Deux mois plus tard, il est élu secrétaire de l'union des syndicats unitaires de la Région Parisienne.

A la même époque, il assiste aux obsèques de Zéphirin Camélinat, à Mailly-la-Ville, dans l'Yonne. Jacques Doriot, représentant du parti, n'oublie pas de rappeler dans son discours qu'après le congrès de Tours, c'est lui qui a remis à la nouvelle majorité, les actions de *l'Humanité*, dont Jaurès l'avait fait dépositaire. Adrien se contente d'évoquer des souvenirs personnels.

En mars 1936, il est désigné comme candidat du parti communiste dans le XX^e arrondissement de Paris. Au premier tour, il devance le ministre de l'Air, Marcel Déat, député sortant. Au second, il est élu. Peu après, il vient à Auxerre participer à un meeting au marché couvert. Entraîné par des ouvriers dans l'usine Guilliet occupée, il monte sur un établi et prononce un discours qui reçoit un accueil enthousiaste.

Le pacte germano-soviétique lui pose un grave problème de conscience. Déchu de son mandat, il est déporté aux confins de la Tripolitaine, dans une compagnie de prisonniers. En janvier 1940, il rompt définitivement avec le parti communiste. En raison d'une curieuse homonymie, sa mort est même annoncée par le journal *Le Bourguignon*, qui le traite d'hitlérnico-communiste.

Il s'engage dans la Résistance, revient à Paris, entre par ordre de ses chefs au journal collaborationniste *Les Nouveaux Temps*, participe aux combats de la Libération de Paris et à ceux de la 1^{re} Armée française. Son action lui vaut diverses décorations : la Légion d'honneur à titre militaire, la Médaille militaire, la Croix de guerre avec étoile de vermeil (citation à l'ordre du corps d'armée par le général Koenig), la médaille du combattant volontaire de la Résistance, la croix du combattant.

Comme sa présence aux *Nouveaux Temps* a été exploitée par ses anciens amis politiques, il a intenté un procès. Le tribunal correctionnel de Nevers a indiqué dans son jugement du 19 novembre 1965 : « Langumier a été un parlementaire patriote et courageux en 1939 et ensuite un résistant héroïque ».

Croyant toujours au socialisme, il a adhéré à la S.F.I.O., puis au parti socialiste.